

## **Réponse de Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité**

### **Tête de liste du Front de gauche aux élections européennes en Ile de France**

#### **« Alimentons l'Europe » Réseaux Minga et Nature et Progrès**

« Comme ancien agriculteur moi-même, puis directeur de l'hebdomadaire « La Terre », j'ai toujours lutté pour les exploitations agricoles familiales préservant l'agriculture paysanne. Celle-ci est la seule à être créatrice d'emplois en Europe et dans le monde. A ce titre, elle constitue un élément de sortie de crise. Mais, cette crise n'est pas seulement sociale, elle est aussi environnementale et sanitaire. A cet égard aussi, une agriculture de proximité, délaissant les techniques dispendieuses et polluantes de l'agro-business, est un élément de réponse contre les maux qui frappent l'humanité.

Concernant la politique foncière, il faut sans aucun doute aider les paysans ayant de petites superficies d'exploitation à pouvoir vivre de leur travail et à pouvoir transmettre leur outil de travail. Cela implique de s'attaquer aux dispositions de la PAC qui ne favorisent que les grandes cultures au détriment des cultures vivrières et à la spéculation sur les terres agricoles en particulier près des agglomérations urbaines.

Vous proposez de développer l'enseignement agricole avec un contenu d'enseignement axé sur le développement d'une agriculture vivrière et respectueuse de l'environnement. Certes. Notons qu'aujourd'hui, en France, le pouvoir, mets en œuvre avec ce qu'on appelle la Révision Générale des Politiques Publiques, déclinaison du pacte européen de stabilité qui impose la compression des dépenses publiques, la suppression de 300 emplois dans l'enseignement agricole. Je suis au contraire pour un développement de ce service public d'enseignement, en changeant radicalement les règles de l'Union européenne qui l'interdisent.

L'Union Européenne, mais aussi les politiques agricoles mondiales appliquées par l'OMC et le FMI, favorise les cultures d'exportation qui, largement subventionnées, s'en vont concurrencer les productions locales des paysans du Sud, ruinant la paysannerie familiale de ces pays. Le Front de gauche, plutôt qu'une concurrence de tous contre tous, prône dans ce domaine aussi, le principe de coopération, dans le cadre de mécanisme de préférence communautaire régionale.

Je m'élève avec force contre cette nouvelle méthode néocoloniale qui vise pour des multinationales ou des Etats à acheter des superficies de terres cultivables immenses dans les pays pauvres pour en exploiter les ressources sans que les populations locales n'en bénéficient. Ce procédé développe par ailleurs les transports ( polluants ) de denrées à grande échelle vers les zones de consommation de façon préjudiciable pour le climat de notre planète .

En Europe, il faut développer les cultures de plantes protéagineuses comme le pois, la luzerne, le lupin de façon à être moins dépendant des importations de soja organisées par les multinationales pour nourrir le bétail. Cela permettra d'alléger la pression sur les paysans du Sud à produire les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, en même temps, cela aidera à renouveler nos politiques agricoles nationales et européennes.

De même, nous considérons qu'un trop grand recours aux agro-carburants est dangereux car il immobilise des ressources foncières immenses et n'est pas aussi efficace que le disent les lobbys de l'agro-business pour lutter contre le réchauffement climatique.

Par principe, le Front de gauche considère que les produits agricoles ne sont pas des produits comme les autres, et n'ont pas à être l'objet de spéculation ou de marchandisation qui organisent une inflation ou une raréfaction dont les populations les plus pauvres font les frais. L'agriculture doit donc sortir du périmètre d'intervention de l'OMC.

En Ile-de-France, qui est aussi une grande région agricole et avec des terres de très bonnes qualités, il faut maintenir et développer les cultures maraichères qui permettent d'approvisionner les populations en produits frais. Il faut maintenir et étendre comme le font beaucoup de villes populaires en banlieue, les jardins ouvriers.

Avec le Front de gauche, nous nous préoccupons de l'étalement urbain, alors que Sarkozy veut étendre la métropole parisienne jusqu'au Havre ! C'est une fuite en avant aberrante. Il faut maintenir de vastes zones agricoles en Ile-de-France, préservées de la dissémination urbaine.

En ce qui concerne les biens communs de l'humanité comme l'eau, nous sommes pour que leur distribution et leur exploitation soient l'apanage exclusif de services publics européens, d'ailleurs la production agricole sur la base d'une agriculture familiale doit être considérée comme d'intérêt général.

La grande distribution a une grande responsabilité dans la baisse du revenu des petits paysans et dans l'abaissement de la qualité alimentaire. Ses marges financières doivent être encadrées et des normes sanitaires strictes y être imposées.

Le Front de gauche s'oppose au traité de Lisbonne et en particulier à la règle de « la concurrence libre et non faussée » sanctifiée en particulier dans son article 119 et complétée dans le protocole 27. Si l'on veut imposer des règles plus contraignantes à la grande distribution et favoriser le commerce de proximité, on ne peut le faire qu'en remettant en cause ce traité et cette règle.

De même, pour modifier le code des marchés publics et favoriser la relocalisation des approvisionnements de la restauration collective, ce qu'interdit toujours sous prétexte de « libre concurrence » ce même traité comme dans l'article 106 qui indique « les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont

soumises aux règles des traités, notamment aux règles de concurrence ».

Pareillement, le soutien à des filières agro-alimentaires régionales, ne peut être envisagé qu'en mettant en cause le traité de Lisbonne, qui juge par son article 107 « incompatible avec le marché intérieur (...) les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressource d'Etat sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ».

Le Front unitaire de gauche est la liste de gauche aux élections européennes qui s'oppose au Traité de Lisbonne, proposant la mise en débat et la ratification par les votes démocratiques des populations des Etats membres, d'un nouveau traité pour une Europe, solidaire, fraternelle, coopérative .

Le Front de gauche se prononce pour un moratoire sur l'emploi des OGM, pour un contrôle strict de l'emploi des pesticides et des fongicides, et pour développer de nouvelles recherches pour les remplacer totalement, y compris par de nouveaux modes de rotation des cultures. »